

LA CGT FINANCES PUBLIQUE SUR LE TOUR !



Respect pour nos camarades du 31 pour leur action sur la route du Tour. [Pas de congés pour la lutte contre la destruction du réseau DGFIP !](#)

MERDOQUE

Les indisponibilités applicatives et les erreurs s'accumulent pour les Services Impôts Entreprises (SIE) ! Encore ce jeudi, l'application comptable Medoc devait être indisponible entre 07h30 et 12h00, à 16h00 le retour à la normale n'était toujours pas d'actualité. Ceci vient s'ajouter à une trop longue suite d'événements venant perturber la vie des collègues :

- envoi de relances PAS sur des dossiers où les déclarations sont déposées et payées parce que le système a pris une ancienne adresse (quand transfert de lieu d'activité). Cela génère de nombreux appels et **seule consigne de Bercy, il faut s'excuser !**
- montant d'acompte TVA pour juillet erronés dans l'espace abonné donc modification à faire par les services pour éviter que l'acompte ne tombe en RAR
- mass mailing imprécis sur la TVA à l'importation : "Comme vous avez pu le constater ce mail ne mentionne pas les périodes concernées par les omissions déclaratives, et suscite une incompréhension chez les collecteurs ».

En cette période estivale où les services fonctionnent en effectifs réduits, tous ces dysfonctionnements génèrent un travail supplémentaire et un stress dont tout le monde se passerait bien. **Elle est belle la magie du tout numérique !**

COÛTEUX CICE

Dans notre précédent numéro où nous alertions sur la baisse des recettes de l'État due à la mise en place du PAS, nous avons aussi évoqué la baisse des recettes de TVA. À la relecture de la note de Bercy, il ne s'agit pas tant d'une baisse des recettes mais bien d'un transfert de recettes pour compenser le CICE ! Rappelons que cette année, en cumulant le crédit d'impôts 2018 et la pérennisation du système par une baisse des cotisations sociales au premier janvier 2019, **le CICE coûtera quasi 40 milliards aux caisses de l'État en 2019**. Et pour un résultat macro économique difficile à mesurer, pour ne pas dire [franchement nul](#) selon les bilans annuels officiels. Dire que pour 4 malheureux milliards, on pourrait augmenter de 1 % le point d'indice, ou que pour 10 milliards, on pourrait multiplier par deux le RSA... Les marges de manœuvre, le gouvernement les a bien. Mais les largesses de l'État ne vont pas vers celles et ceux qui ont le plus besoin.

DE 50 000 À 15 000, ET POURQUOI PAS 0 ?

Le gouvernement souffle le chaud et le froid au sujet des suppressions d'emplois de fonctionnaires. Dans une nouvelle communication, le gouvernement ne se fixe plus « que » 15 000 suppressions d'emplois à l'État pour le quinquennat ! Où, dans quels secteurs ? Par quelles restructurations ou missions supprimées ? Pour quelle qualité de service public rendu et dans quelles conditions de travail pour les agents ? Cela importe peu au gouvernement qui poursuit « en même temps » son plan de restructuration interministérielle. Et peu leur importe les effectifs nécessaires pour véritablement lutter contre la fraude fiscale, pratique illégale coûtant des milliards d'euros aux finances publiques. Que, par ailleurs, des missions essentielles de contrôle et d'inspection, au rôle vital pour la population, soient mises en péril par le manque d'emplois, voilà bien le cadet des soucis du pouvoir exécutif. Alors, oui la purge annoncée à la DGFIP sera peut-être « un peu moins pire » dans l'immédiat. **De 18 000 emplois en moins, on passera peut-être à 10 000 suppressions si l'on en croit le « tiré-à-part » du budget prévisionnel ministériel 2020-2022**. Mais Bercy reste « droit dans ses bottes » dans son projet de casse du réseau. À nous de le mettre en échec ! **Ce premier recul ne peut que nous encourager.**

